

# BALO

## BULLETIN DES ANNONCES LEGALES OBLIGATOIRES



**PREMIER  
MINISTRE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

Direction de l'information  
légale et administrative

DIRECTION DE L'INFORMATION LÉGALE ET ADMINISTRATIVE

26, rue Desaix, 75727 PARIS CEDEX 15

[www.dila.premier-ministre.gouv.fr](http://www.dila.premier-ministre.gouv.fr)

[www.journal-officiel.gouv.fr](http://www.journal-officiel.gouv.fr)

### Publications périodiques

### Comptes annuels

JOHN DEERE FINANCIAL

Société par actions simplifiée au capital de 82 750 697Euros  
Immatriculée au R.C.S. d'Orléans sous le Numéro 421 649 161  
Siège social : Rue du Paradis  
45140 ORMES - FRANCE

Comptes annuels au 31 décembre 2025 approuvés par l'Assemblée Générale du 26 mai 2026

I. — Bilan Social (en euros)

Bilan Actif (en euros)	Notes	31 décembre 2025	31 décembre 2024
Caisse, banques centrales		0	0
Effets publics et valeurs assimilées		0	0
Créances sur les établissements de crédit	1-5-13	0	0
Opérations avec la clientèle			
Actions et autres titres à revenu variable		0	0
Parts dans les entreprises liées		0	0
Crédit-bail et autres opérations assimilées	3-4	661 511 971	660 724 655
Location simple		0	0
Immobilisations incorporelles	7	0	0
Immobilisations corporelles	7	753	2 412
Actions propres		0	0
Autres actifs	8-13	26 915 309	29 384 474
Comptes de régularisation	9	6 084 217	8 004 411
Total de l'actif		694 512 250	698 115 953

Bilan Passif (en euros)	Notes	31 décembre 2025	31 décembre 2024
Banques centrales		0	0
Dettes envers les établissements de crédit	2-6-13	540 263 867	552 406 538
Opérations avec la clientèle	2-6	311 554	283 444
Dettes représentées par un titre		0	0
Autres passifs	8-13	6 704 261	4 147 691
Comptes de régularisation	9-13	55 227 035	55 082 032
Comptes de négociation et de règlement			
Provisions pour risques et charges	10	72 842	0
Dettes subordonnées	6-11-13	0	0
Fonds pour risques bancaires généraux		0	0
Total dettes		602 579 558	611 919 706
Capitaux propres	12	91 932 691	86 196 247
- Capital souscrit		82 750 637	76 604 486
- Prime d'émission		0	0
- Réserves		2 954 975	2 610 447
- Ecart de réévaluation		0	0
- Provisions réglementées / Subvention d'investissement		0	0
- Report à nouveau		90 635	747
- Résultat en instance d'affectation		0	0
- Résultat de l'exercice(1)		6 136 444	6 980 567
Total du passif		694 512 250	698 115 953

Hors-Bilan (en euros)	Notes	31 décembre 2025	31 décembre 2024
Engagements donnés			
- Engagements de financement	15	79 326 071	56 977 320
- Engagements de garantie		0	0
- Engagements sur titres		0	0
Engagements reçus			
- Engagements de financement	15	50 000 000	50 000 000
- Engagements de garantie	13-15	201 966 869	207 697 948
- Engagements sur titres		0	0

Compte de résultat (en euros)

Produits et charges d'exploitation	Notes	Exercice 2025	Exercice 2024
+ Intérêts et produits assimilés	13-16	64 315	165 187
- Intérêts et charges assimilées	13-16	-14 799 984	-13 277 111
+ Produits sur opérations de crédit-bail et location avec option d'achat	17	165 207 841	155 727 240
- Charges sur opérations de crédit-bail et de location avec option d'achat	17	-137 830 156	-129 156 867

+ Produits sur opérations de location simple		0	0
- Charges sur opérations de location simple		0	0
Revenus des titres à revenu variable		0	0
+ Commissions (produits)	13-18	3 775 249	3 610 962
- Commissions (charges)	18	-1 458 456	-2 058 118
Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation		0	0
Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de placement		0	0
+ Autres produits d'exploitation bancaire	16	239 318	213 713
- Autres charges d'exploitation bancaire	16	-1 060	-0
<b>Produit net bancaire</b>		<b>15 197 068</b>	<b>15 225 007</b>
<b>- Charges générales d'exploitation</b>	<b>13-19</b>	<b>-5 384 527</b>	<b>-5 208 812</b>
- Dotations aux amortissements et dépréciations sur immobilisations corporelles et incorporelles	20	-1 659	-7 272
<b>Résultat brut d'exploitation</b>		<b>9 810 882</b>	<b>10 008 923</b>
+/- Coût du risque	21	-1 739 455	-575 330
<b>Résultat d'exploitation</b>		<b>8 071 426</b>	<b>9 433 593</b>
+/- Gains ou pertes sur actifs immobilisés	22	0	0
<b>Résultat courant avant impôt</b>		<b>8 071 426</b>	<b>9 433 593</b>
+/- Résultat exceptionnel		0	0
- Impôt sur les bénéfices	23	-1 934 982	-2 453 026
+/- Dotations ou reprises sur FRBG et provisions réglementées		0	0
<b>Résultat de l'exercice</b>		<b>6 136 444</b>	<b>6 980 567</b>

## Annexes

## Chapitre I - Faits caractéristiques de l'exercice et événements post-clôture

## a) Faits marquants de l'exercice

Au cours de l'exercice 2025, la société John Deere Financial SAS a procédé à une augmentation de capital de 6 146 150,60€ portant ainsi le capital social de 76 604 486,40€ à 82 750 637,00€.

## b) Evénements postérieurs à la date d'arrêté des comptes

Au moment où le Comité exécutif de John Deere Financial SAS arrête les comptes des états financiers de 2025, la direction de John Deere Financial SAS, n'a pas connaissance d'événements significatifs pouvant avoir un impact sur son activité ou son développement.

## Chapitre II - Règles comptables

Les comptes annuels de la société sont établis conformément aux principes comptables généralement admis par la profession bancaire ainsi qu'aux dispositions réglementaires applicables aux établissements de crédit définis par les règlements du Comité de la Réglementation Bancaire et Financière, le Comité de la Réglementation Comptable et les instructions de l'Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution.

Par ailleurs, la présentation des états financiers et des notes annexes est conforme aux dispositions du règlement ANC 2014-07 qui, à partir des exercices ouverts au 1er janvier 2015, regroupe à droit constant dans un règlement unique l'ensemble des normes comptables applicables aux établissements de crédit.

Les changements de méthode comptable et de présentation des comptes par rapport à l'exercice précédent concernent les points suivants :

Règlements / Recommandations	Date de 1ère application : opérations ou exercices ouverts à compter du
Règlement ANC N° 2022-06 modifiant le règlement ANC N° 2014-03 du 5 juin 2014 relatif au plan comptable général (modernisation des états financiers)	01/01/2025
Règlement ANC N° 2023-03 du 7 juillet 2023 modifiant divers règlements de l'ANC en coordination avec le règlement ANC N° 2022-06 du 22 novembre 2022 relatif à la modernisation des états financiers	01/01/2025

Ces nouveaux règlements n'ont pas eu d'effet sur la société John Deere Financial SAS.

## a) Immobilisations corporelles et incorporelles

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition, c'est-à-dire à leur prix d'achat auquel s'ajoutent éventuellement des frais accessoires d'acquisition.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode dégressif ou linéaire en fonction de la durée de vie prévue :

- matériel informatique propre	4 ans
- mobilier de bureau	10 ans
- matériel administratif	4 ans

A l'exception des logiciels, des brevets et des licences, les immobilisations incorporelles ne font pas l'objet d'amortissement. Le cas échéant, elles peuvent faire l'objet de dépréciation.

Les immobilisations incorporelles amorties sont principalement des logiciels amortis sur 5 ans, soit leur durée estimée d'utilisation.

## b) Opérations de Crédit-Bail et de Location avec option d'achat

**1) Immobilisations louées en Crédit-bail**

Pour les immobilisations louées en crédit-bail, John Deere Financial SAS a opté pour l'amortissement financier qui permet d'amortir l'immobilisation au rythme du capital prêté sur la durée de location.

**2) Immobilisations louées en location simple**

En accord avec l'avis du comité d'urgence du règlement ANC 2014-07, John Deere Financial amortit ses immobilisations données en location selon des règles découlant essentiellement de la réglementation fiscale.

Les matériels sont amortis sur leur durée de vie normale d'utilisation et non sur la durée du contrat de location auquel ils sont rattachés. Ils ouvrent droit généralement à un amortissement de type dégressif. Le matériel d'occasion est amorti suivant le mode linéaire.

L'amortissement effectivement retenu est compris entre le minimum linéaire et le maximum dégressif fiscalement autorisé. Les durées d'amortissement des immobilisations corporelles louées sont conformes à la réglementation en vigueur et correspondent à la durée d'usage fiscale : comme il s'agit de matériel agricole et de matériel d'entretien d'espaces verts, la durée d'amortissement retenue est très généralement de 5 ans.

L'approche par les composants, qui s'applique aux établissements de crédit-bail et de location avec option d'achat dès lors que la charge du renouvellement des composants leur incombe, est jugée sans impact chez John Deere Financial.

**c) Provision pour retraite**

Aucune provision pour indemnités de fin de carrière, compléments de retraite des salariés n'a été constituée dans les comptes sociaux. La société n'emploie pas de salarié.

**d) Amortissement exceptionnel**

Aucun amortissement exceptionnel n'a été comptabilisé au cours de l'exercice.

**e) Instruments financiers**

Les opérations de couverture et de marché sur des instruments financiers à terme de taux sont enregistrées conformément aux dispositions des règlements de l'Article 1124-15 du règlement ANC 2014-07.

Aucun swap n'a été comptabilisé sur l'exercice 2025.

**f) Créances**

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. En application de l'Article 1124-15 du règlement ANC 2014-07, l'imputation comptable des opérations de crédit réalisées avec la clientèle se décline selon les catégories suivantes :

- Créances saines
- Créances sensibles
- Créances douteuses non compromises
- Créances douteuses compromises

En application de l'Article 1124-29 du règlement ANC 2014-07, les commissions reçues et les coûts marginaux de transaction supportés sont désormais étalés sur la durée de vie effective du crédit et sont donc intégrés à l'encours de crédit concerné.

**Créances sensibles**

Les créances impayées sont considérées comme sensibles lorsqu'elles ont une antériorité de moins de trois mois et que la situation du dossier n'appelle pas de provision. Le montant des crédits restructurés est non significatif.

**Créances douteuses**

Ce sont les créances de toute nature, même assorties de garanties, présentant un risque de crédit avéré correspondant à l'une des situations suivantes :

- il existe un ou plusieurs impayés depuis trois mois au moins pour les entreprises du secteur privé, de plus de six mois pour les créances sur des acquéreurs de logement et sur les preneurs de crédit-bail immobilier et de plus de neuf mois pour les administrations et les collectivités locales.

- la situation d'une contrepartie présente des caractéristiques telles qu'indépendamment de l'existence de tout impayé on peut conclure à l'existence d'un risque avéré, il en est ainsi notamment lorsque l'établissement a connaissance de la situation financière dégradée de sa contrepartie, se traduisant par un risque de non-recouvrement, exemple : existence de procédures d'alerte.

- il existe des procédures contentieuses (surendettement, redressement judiciaire, liquidation judiciaire entre l'établissement et sa contrepartie). Les facturations d'indemnités de résiliation ou de sinistre ainsi que les provisions et pertes sont classées en produit net bancaire.

Parmi les créances douteuses, John Deere Financial distingue les créances douteuses compromises des créances douteuses non compromises.

- *Créances douteuses compromises :*

Ce sont les créances douteuses dont les perspectives de recouvrement sont fortement dégradées et pour lesquelles un passage en perte à terme est envisagé.

- *Créances douteuses non compromises :*

Les créances douteuses non compromises sont les créances douteuses qui ne répondent pas à la définition des créances douteuses compromises.

**g) Dépréciation des créances douteuses**

Les règles de dépréciation pratiquées pour les créances douteuses sont conformes à l'Article 1124-15 du règlement ANC 2014-07.

La dépréciation des impayés HT est calculée après imputation des avoirs (HT) et de la contre-garantie, le cas échéant.

Le taux de dépréciation appliqué est fonction de la nature de l'impayé et selon les règles fixées par le département du contrôle des risques.

#### h) Dépréciation des immobilisations louées au titre du risque de re-commercialisation

Pour les clients douteux, il est constitué, le cas échéant, une dépréciation pour faire face au risque de re-commercialisation du matériel, afin de couvrir le risque de perte de tout ou partie de la valeur nette comptable lié à la récupération du matériel par JOHN DEERE FINANCIAL SAS.

Cette dépréciation est calculée par différence entre la VNC et la valeur vénale des biens. Concernant les dossiers contentieux ou douteux avec impayés supérieurs à 90 jours, la dépréciation correspond à 100% de cette différence. Pour les dossiers douteux avec impayés inférieurs à 90 jours, la provision est de 50% de cette base sauf si les conditions de l'affaire conduisent à déprécier de 100%.

Cette dépréciation est présentée en diminution des immobilisations louées, dans le poste « crédit-bail et location ».

#### i) Immobilisations temporairement non louées

Les immobilisations temporairement non louées sont valorisées à leur valeur nette comptable, ou à la valeur vénale si cette dernière est inférieure à la VNC par le biais d'une dépréciation.

#### j) Bonifications

Les bonifications accordées par le constructeur John Deere sont constatées en compte de résultat sur la durée de vie des contrats au prorata des intérêts perçus.

#### k) Développement de logiciel

Les dépenses engagées pour le développement de logiciels à usage interne sont normalement portées en immobilisations incorporelles, elles sont cependant portées en charge lorsque les conditions, par exemple, de réussite ou d'identification de la nature des charges ou encore de montant minimum ne sont pas remplies.

#### l) Commissions perçues

Les produits relatifs aux commissions perçues en tant qu'apporteur d'affaires sont comptabilisés dès la signature du contrat de prêt.

#### m) Loyers

Lorsque le contrat de crédit-bail ou de location prévoit un premier loyer majoré, la part de ce loyer correspondant à la majoration ne fait pas l'objet d'étalement (linéarisation) sur la durée de vie du contrat.

### Chapitre III – Notes sur le Bilan

#### Note 1 : Créances sur les établissements de crédit

(En euros)

Rubriques	31/12/2025	31/12/2024
<b>Etablissements de crédit</b>		
Comptes et prêts	0	0
- dont comptes ordinaires débiteurs	0	0
- dont comptes et prêts au jour le jour	0	0
- dont comptes et prêts à terme	0	0
<b>Total</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
Créances rattachées	0	0
Dépréciations	0	0
<b>Valeur au bilan</b>	<b>0</b>	<b>0</b>

#### Note 2 : Dettes envers les établissements de crédit et la clientèle

(En euros)

Rubriques	31/12/2025	31/12/2024
<b>Etablissements de crédit</b>		
Comptes et emprunts	534 345 974	547 163 442
- dont comptes ordinaires créditeurs	703 084	1 517 257
- dont emprunts au jour le jour		
- dont emprunts à terme	533 642 890	545 646 186
<b>Total</b>	<b>534 345 974</b>	<b>547 163 442</b>
Dettes rattachées	5 917 893	5 243 096
Dépréciations	0	0
<b>Valeur au bilan</b>	<b>540 263 867</b>	<b>552 406 538</b>

#### Note 3.1 : Immobilisations louées en Crédit-bail et assimilées

(En euros)

Rubriques	31/12/2024	Augmentation	Diminution	31/12/2025
Valeur brute CB	837 779 799	225 160 787	216 070 295	846 870 290
- Amortissement	266 171 622	110 974 738	109 398 516	267 747 844

- Dépréciations / actifs	5 771 238	3 659 140	2 832 241	6 598 137
= Valeur nette	565 836 939	110 526 908	103 839 538	572 524 309
Valeur brute Location	79 252 278	46 741 502	26 368 549	99 625 232
- Amortissement	20 316 422	17 530 732	11 162 681	26 684 472
- Dépréciation / actifs	5 501	31 489	1 015	35 975
= Valeur nette	58 930 356	29 179 281	15 204 852	72 904 785
<b>VNC cumulée</b>	<b>624 767 295</b>	<b>139 706 189</b>	<b>119 044 390</b>	<b>645 429 093</b>

**Note 3.2 : Immobilisations temporairement non louées en Crédit-bail et assimilées**

(En euros)

Rubriques	31/12/2024	Augmentation	Diminution	31/12/2025
Valeur brute CB	71 666	115 253	9 253	177 666
- Amortissement	26 736	115 253	26 736	115 253
- Dépréciations / actifs	-3 969	61 419	42 250	15 200
= Valeur nette	48 898	-61 419	-59 733	47 213
Valeur brute Location	0	0	0	0
- Amortissement	0	0	0	0
- Dépréciation / actifs	0	0	0	0
= Valeur nette	0	0	0	0
<b>VNC cumulée</b>	<b>48 898</b>	<b>-61 419</b>	<b>-59 733</b>	<b>47 213</b>

**Note 4 : Créances rattachées sur immobilisations en Crédit-Bail et assimilées**

(En euros)

Rubriques	31/12/2024	Augmentation	Diminution	31/12/2025
Créances	11 627 364	15 779 110		27 406 474
- Dépréciation des créances	7 733 900	4 655 546	979 191	11 410 255
<b>Total créances</b>	<b>3 893 464</b>	<b>11 123 564</b>	<b>-979 191</b>	<b>15 996 219</b>

**Note 5 : Répartition des créances sur les établissements de crédit par durée résiduelle**

(En euros)

Rubriques	Durée résiduelle				Total 2025	Total 2024
	< 3 mois	> 3 mois et < 1 an	> 1 an et < 5 ans	> 5 ans		
<b>Etablissement de crédit</b>						
Comptes ordinaires débiteurs	0				0	0
Comptes et prêts au jour le jour	0				0	0
Prêt à terme					0	0
Créances rattachées	0				0	0
<b>Valeur au bilan</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>

**Note 6 : Répartition des dettes envers les établissements de crédit et la clientèle par durée résiduelle**

(En euros)

Rubriques	Durée résiduelle				Total 2025	Total 2024
	< 3 mois	> 3 mois et < 1 an	> 1 an et < 5 ans	> 5 ans		
<b>Etablissement de crédit</b>						
Comptes ordinaires créditeurs	703 084				703 084	1 517 257
Emprunts à terme	46 250 824	121 952 472	365 439 594	0	533 642 890	545 646 186
Emprunts au jour le jour					0	0
Dettes rattachées	5 917 894				5 917 894	5 243 096
<b>Valeur au bilan</b>	<b>52 871 801</b>	<b>121 952 472</b>	<b>365 439 594</b>	<b>0</b>	<b>540 263 867</b>	<b>552 406 538</b>
<b>Clientèle</b>						
Comptes ordinaires créditeurs	311 554				311 554	283 444
<b>Valeur au bilan</b>	<b>311 554</b>				<b>311 554</b>	<b>283 444</b>
<b>Dettes subordonnées</b>						
dettes subordonnées à durée indéterminée						
dettes rattachées						
<b>Valeur au bilan</b>						

**Note 7 : Immobilisations incorporelles et corporelles**

(En euros)

Rubriques	31/12/2024	Augmentation	Diminution	31/12/2025
-----------	------------	--------------	------------	------------

<b>Immobilisations Incorporelles</b>				
Valeur brute immobilisations propres	868 094	0	0	868 094
- amortissements et dépréciations	-868 094	0	0	-868 094
<b>= Valeur nette</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>Immobilisations Corporelles</b>				
Valeur brute immobilisations propres	95 437	0	0	95 437
- amortissements et dépréciations	-93 025	1 659	0	-94 684
<b>= Valeur nette</b>	<b>2 412</b>	<b>-1 659</b>	<b>0</b>	<b>753</b>

**Note 8 : Ventilation des autres actifs et autres passifs***(En euros)*

Rubriques	Total 2025	Total 2024
<b><u>Autres actifs</u></b>		
Créances et factures à émettre de commissions	381 058	185 336
Créances sur l'Etat	23 967 627	29 032 894
Contribution fonds de garantie dépôt	0	0
Autres	2 566 625	166 244
<b>Valeur au bilan</b>	<b>26 915 309</b>	<b>29 384 474</b>
<b><u>Autres passifs</u></b>		
Dettes envers l'Etat	1 939 087	537 159
TVA	2 748 207	1 959 994
Frs d'immobilisations destinées à la location	258 731	358 616
Frs de biens et services	1 126 977	484 042
Subventions	631 258	807 880
<b>Valeur au bilan</b>	<b>6 704 261</b>	<b>4 147 691</b>

**Note 9 : Ventilation des comptes de régularisation***(En euros)*

Rubriques	Total 2025	Total 2024
<b><u>Comptes de régularisation actif</u></b>		
Charges constatées d'avance	0	0
Autres comptes de décaissement	6 084 217	8 004 411
<b>Valeur au bilan</b>	<b>6 084 217</b>	<b>8 004 411</b>
<b><u>Comptes de régularisation passif</u></b>		
Produits de crédit-bail et ass. constatés d'avance	29 856 184	33 448 917
Bonifications à étaler	19 837 792	16 381 215
Charges à payer fournisseurs	4 554 613	4 028 776
Charges à payer fiscales	333 796	205 652
Charges à payer sur instruments financiers	0	0
Autres comptes d'encaissement	644 649	1 017 473
<b>Valeur au bilan</b>	<b>55 227 035</b>	<b>55 082 032</b>

**Note 10 : Provisions***(En euros)*

Rubriques	31/12/2024	Dotation	Reprise	31/12/2025
<b><u>Provisions pour risques et charges sur opérations bancaires</u></b>	<b>0</b>	72 842		<b>72 842</b>
<b><u>Provisions pour risques et charges sur opérations non bancaires</u></b>	<b>0</b>		<b>0</b>	<b>0</b>
Autres engagements sociaux	0		0	0

**Note 11 : Dettes subordonnées***(En euros)*

Néant

**Note 12 : Capitaux Propres***(En euros)*

Le montant du capital souscrit 82 750 637,00 € se décompose en 67 392 actions d'une valeur nominale de 1 227,90 € entièrement libérées, réparties entre associés en proportion de leurs droits.

Au 31/12/2025, l'actionnariat se répartit ainsi :

	Nombre de titres	% du capital
Sacam Machinisme	33 696	50%

John Deere Bank	33 696	50%
<b>Total</b>	<b>67 392</b>	<b>100%</b>

Conformément à l'Assemblée Générale Mixte du 28 Mars 2025, le résultat bénéficiaire du 31/12/2024 a été affecté en réserve légale pour 344 528 €, a fait l'objet d'une distribution de dividendes à hauteur de 400 000 € et le différentiel a été affecté en report à nouveau.

Rubriques	31/12/2024	AG 28/04/2025	Distribution de dividendes	Augmentation du capital AG 28/04/2025	Résultat de 2025	31/12/2025
Capital	76 604 486			6 146 151		82 750 637
Prime d'émission	0					0
Prime d'apport	0					0
Prime de fusion	0					0
Réserve légale	2 610 447	344 528				2 954 975
<b>Sous total</b>	<b>79 214 934</b>	<b>344 528</b>		<b>6 146 151</b>	<b>0</b>	<b>85 705 612</b>
Report à nouveau	747	6 236 039		-6 146 151		90 635
Distribution Dividendes	0	400 000	-400 000			0
Résultat de l'exercice	<b>6 980 567</b>	<b>-6 980 567</b>			<b>6 136 444</b>	6 136 444
<b>Valeur au bilan</b>	<b>86 196 247</b>			<b>0</b>	<b>6 136 444</b>	<b>91 932 691</b>

**Note 13 : Indication de la fraction des immobilisations financières, des créances et des dettes ainsi que les charges et produits concernant les entreprises liées**  
(En euros)

Poste du bilan et du compte de résultat	2025		2024
	Liées	Avec lesquelles la société à un lien de participation	Liées
Créances sur les établissements de crédit	0	0	0
Dettes subordonnées	0	0	0
Autres actifs	0	0	0
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	-5 070 498	0	-4 387 392
Intérêts et produits assimilés	64 315	0	165 187
Intérêts et charges assimilés	-14 799 984	0	-13 277 111
Autres achats et charges externes	-1 700 000	0	-1 680 000
Commissions (charges)	-1 458 456	0	-2 058 118
Commissions (produits)	3 775 249	0	3 610 962
Contregaranties reçues	-195 186 581	0	-202 707 818

**Note 14 : Parts dans les entreprises liées au 31/12/2025**

Absence de filiales et de participations telles que définies aux articles 354 et 355 de la loi numéro 66-537 du 24 juillet 1966.

#### Chapitre IV – Engagements divers

**Note 15 : Engagements de financement et de garantie et autres garanties**  
(En euros)

Rubriques	31/12/2025	31/12/2024
<b>1° Engagements donnés</b>		
Avals et cautions		
Ouvertures de crédits confirmés	79 326 071	56 977 320
Crédit bail immobilier		
Crédit bail mobilier		
Future Rate Agreement		
Caps de taux d'intérêts		
Swaps de taux d'intérêts	0	0
<b>Total</b>	<b>79 326 071</b>	<b>56 977 320</b>
<b>1° Engagements reçus</b>		
Cautions		
Contregaranties	201 966 869	207 697 948
Engagement de prêt		
Accord de refinancement	50 000 000	50 000 000
Autres engagements reçus		
Crédit bail immobilier		
Future Rate Agreement		
Caps de taux d'intérêts		
Swaps de taux d'intérêts		
<b>Total</b>	<b>251 966 869</b>	<b>257 697 948</b>

Les ouvertures de crédit confirmé correspondent à des autorisations de financement en crédit-bail et/ou location données aux clients et pour lesquels les contrats ne sont pas encore revenus signés ou pour lesquels les contrats sont signés mais n'ont pas encore démarré.

Les contre-garanties reçues correspondent essentiellement à une couverture donnée par les caisses régionales de Crédit agricole dans le cadre d'une convention de partage des risques sur certaines créances clients et sur les autorisations de financement données aux clients.

### Chapitre V – Notes sur le compte de résultat

#### **Note 16 : Intérêts, produits et charges assimilés**

(En euros)

Rubriques	31/12/2025	31/12/2024
<b>Produits d'intérêts et assimilés :</b>	<b>303 633</b>	<b>378 900</b>
sur opérations avec les établissements de crédit	64 315	165 187
Autres produits assimilés	239 318	213 713
<b>Charges d'intérêts et assimilés :</b>	<b>-14 801 043</b>	<b>-13 277 111</b>
sur opérations avec les établissements de crédit	-14 799 984	-13 277 111
Autres charges assimilées	-1 060	-0
<b>Total des Produits nets d'intérêts et revenus assimilés</b>	<b>-14 497 410</b>	<b>-12 898 211</b>

#### **Note 17 : Produits et charges sur opérations de crédit-bail et location**

(En euros)

Rubriques	31/12/2025	31/12/2024
<b>Produits sur opérations de crédit bail et location</b>	<b>165 207 841</b>	<b>155 727 240</b>
Loyers	143 766 022	148 512 322
Reprise pour dépréciation des immobilisations louées	2 833 256	1 864 056
Plus-values des cessions	6 011 364	4 684 268
Autres produits	12 597 198	666 595
<b>Charges sur opérations de crédit bail et location</b>	<b>137 830 156</b>	<b>129 156 867</b>
Amortissements	-128 863 046	-120 501 129
Dépréciation des immobilisations louées	-3 709 798	-4 883 054
Moins-values des cessions	-3 947 737	-3 011 055
Autres charges	-1 309 575	-761 629
<b>Total des Produits nets sur opérations de crédit-bail et location</b>	<b>27 377 684</b>	<b>26 570 374</b>

#### **Note 18 : Produits et charges de commissions**

(En euros)

	Commissions			
	Produits en 2025	Produits en 2024	Charges en 2025	Charges en 2024
<b>Sur opération avec Etab. de Crédit</b>				
Commissions d'apport	3 775 249	3 610 962	696 859	809 682
Commissions de garantie			701 343	1 166 142
Autres			60 255	82 294
<b>Sur opération avec la clientèle</b>				
<b>Sur services d'exploitation bancaire</b>				
<b>Total</b>	<b>3 775 249</b>	<b>3 610 962</b>	<b>1 458 456</b>	<b>2 058 118</b>

#### **Note 19 : Produits et Charges générales d'exploitation**

(En euros)

Rubriques	31/12/2025	31/12/2024
Refacturation charges	960	37 986
Divers autres produits d'exploitation	0	0
<b>Autres produits d'exploitation</b>	<b>960</b>	<b>37 986</b>
Impôts et taxes	-293 319	-451 083
Locations	-148 000	-138 000
Refacturation externalisation CAL&F	-1 840 000	-1 613 000
Refacturation salaires commerciaux et charges sociales	-1 700 000	-1 680 000
Frais de mission et déplacement	-99 834	-100 000
Frais informatiques	-869 000	-884 000
Divers autres charges d'exploitation	-435 333	-380 716
<b>Autres charges d'exploitation</b>	<b>-5 385 487</b>	<b>-5 246 799</b>
<b>Solde produits/charges exploitation</b>	<b>-5 384 527</b>	<b>-5 208 812</b>

#### **Note 20 : Dotations aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations corporelles et incorporelles**

(En euros)

Rubriques	31/12/2025	31/12/2024
Dotations aux amortissements	1 659	7 272
Dotations aux provisions pour dépréciation		
<b>Total</b>	<b>1 659</b>	<b>7 272</b>

**Note 21 : Coût du risque***(En euros)*

Rubriques	31/12/2025	31/12/2024
<b>Dotations aux dépréciations et aux provisions</b>	<b>2 062 426</b>	<b>1 304 494</b>
Dépréciations créances douteuses	-2 062 426	-1 304 494
Provisions		
<b>Reprises aux dépréciations et aux provisions</b>	<b>616 867</b>	<b>799 374</b>
Reprises de dépr. sur créances douteuses	-616 867	-799 374
Utilisation prov. dépr. sur créances douteuses	0	0
<b>Variation des dépréciations et des provisions</b>	<b>-1 445 559</b>	<b>-505 120</b>
Pertes sur créances irrécouvrables couvertes par des provisions	-372	0
Pertes sur créances irrécouvrables non couvertes par des provisions	-293 524	-70 210
Récupérations sur créances amorties		
<b>Coût du risque</b>	<b>-1 739 455</b>	<b>-575 330</b>

**Note 22 : Gains ou pertes sur actifs immobilisés***(En euros)*

Néant

**Chapitre VI – Situation Fiscale**1. Situation fiscale de la société**Note 23 : Impôts***(En euros)*

	Résultat avant impôt	Impôt correspondant	Résultat après impôt
<b>Résultat courant 2025</b>	8 071 426	-1 934 982	6 136 444
<b>Résultat exceptionnel 2025</b>	0	0	0
<b>Total Impôt sur les sociétés et Résultat de l'exercice 2024</b>	<b>8 071 426</b>	<b>-1 934 982</b>	<b>6 136 444</b>

2. Contrôle fiscal

Néant

**Chapitre VII – Autres informations**1. Effectif

La société n'emploie pas d'effectif propre.

2. Rémunération de l'organe de direction (Comité Exécutif)

L'organe de direction ne perçoit pas de rémunération.

3. Honoraires commissaires aux comptes

Les honoraires des commissaires aux comptes s'élèvent en 2025 à 51 905 € HT.

	PricewaterhouseCoopers Audit	Deloitte Audit	Total
<b>Commissariat aux comptes, certification, examen des comptes individuels.</b>	20 000	20 000	40 000
<b>Services autres que la certification des comptes.</b>	5 805	6 100	11 905
<b>Total</b>	<b>25 805</b>	<b>26 100</b>	<b>51 905</b>

4. Réserve latente

Les matériels en location avec option d'achat sont amortis différemment au plan comptable et au plan financier. Il apparaît, lors du déroulement normal des contrats, un écart entre la valeur nette financière (VNF) et la valeur nette comptable (VNC). Cet écart est appelé "Réserve Latente". On trouvera ci-dessous les éléments significatifs de cette "Réserve Latente".

Rubriques	31/12/2025	31/12/2024
<b>Matériel Loué</b>		

Base Immobilisée	946 693 888	917 103 743
- Amortissements	294 509 909	264 792 220
- Provisions pour dépréciation	6 649 313	5 772 771
<b>Immobilisations nettes</b>	<b>645 534 666</b>	<b>646 538 753</b>
Encours financier	641 071 779	638 398 166
- Provisions financières	6 990 325	5 652 056
<b>Encours financiers net</b>	<b>634 081 454</b>	<b>632 746 110</b>
<b>Ecart entre créances rattachées (loyers) et comptes de régularisation financiers)</b>	<b>21 643 533</b>	<b>19 306 126</b>
<b>Réserve Latente Brute</b>	<b>10 190 321</b>	<b>5 513 483</b>
Variation de Réserve Latente	4 676 838	970 634
Impôt différé sur Réserve latente	2 632 160	1 424 133
<b>Réserve Latente Nette</b>	<b>7 558 161</b>	<b>4 089 351</b>

Le résultat financier avant impôt s'est établi pour l'exercice 2025 à 12 748 263,95 € contre 10 404 226,02 € en 2024.

##### 5. Identité de l'entreprise consolidante

John Deere Financial SAS n'est pas consolidé par une autre entreprise.

#### **Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels** (exercice clos le 31 décembre 2025)

A l'assemblée générale  
John Deere Financial  
10 rue du Paradis  
45140 Ormes

#### **Opinion**

En exécution de la mission qui nous a été confiée par vos statuts, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société John Deere Financial relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2025, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

#### **Fondement de l'opinion** **Référentiel d'audit**

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

#### **Indépendance**

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le Code de commerce et par le Code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes sur la période du 1<sup>er</sup> janvier 2025 à la date d'émission de notre rapport.

#### **Observation**

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur le premier paragraphe du chapitre II « Règles comptables » de l'annexe aux comptes annuels qui expose les changements de méthode et de présentation comptables relatifs à l'entrée en vigueur au 1<sup>er</sup> janvier 2025 des règlements ANC N° 2023-03 et n° 2022-06.

#### **Justification des appréciations**

En application des dispositions des articles L. 821-3 et R. 821-180 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues ainsi que sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

#### **Vérifications spécifiques**

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

#### **Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux associés**

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du président et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux associés à l'exception du point ci-dessous.

La sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D. 441-6 du Code de commerce appellent de notre part l'observation suivante :

Comme indiqué dans le rapport de gestion, ces informations n'incluent pas les opérations bancaires et les opérations connexes, votre société considérant qu'elles n'entrent pas dans le périmètre des informations à produire.

#### **Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels**

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en

place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le président.

#### **Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels**

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 821 -ss du Code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation.

S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Neuilly-Sur-Seine et Paris-La Défense, le 27 avril 2026

Les commissaires aux comptes

**PricewaterhouseCoopers Audit**  
Bara NAIIA

**Deloitte et associés**  
Charlotte VANDEPUTTE

#### **Rapport de gestion**

Le rapport de gestion est tenu à la disposition du public au siège social de la société.